

COMMUNAUTE-COMMUNAUTARISME-UNIVERSALISME

COMMUNAUTE

La "communauté homosexuelle" se mobilise lorsqu'elle est touchée dans sa chair comme à Londres le 1er mai 1999 lorsqu'un attentat se produit dans le quartier gay, Soho. Elle s'est mobilisée de façon très construite face au SIDA à partir de 1983, on a beaucoup dit que pour la première fois une communauté atteinte par la maladie a fait face et s'est organisée.

La "communauté homosexuelle" se mobilise pour la mémoire, construisant presque a posteriori la communauté de "l'armée des ombres" de tous ces homosexuel-les qui ont été exterminés dans les camps de concentration uniquement parce qu'ils-elles étaient fichés ou dénoncés comme homosexuels. Elle se mobilise encore en rappelant Stonewall, en 1969 aux USA, date de naissance de la mobilisation "communautaire". Les mouvements de solidarité homosexuelle, forgée dans l'apprentissage d'une histoire commune face à l'Eglise et à l'ordre moral séculaire, face à la presse, face au pouvoirs politiques, face à la justice et à la police, se sont peu à peu exprimés à l'occasion d'élections, par des mobilisations en faveur de média (Fréquence Gaie, les minitels gay) ou de lieux commerciaux, fermés par des décisions arbitraires. Le débat sur le PACS a réveillé une "communauté homosexuelle" qui s'est déchirée, mais qui s'est aussi soudée face à l'homophobie.

Depuis longtemps, le rêve d'une micro-société homosexuelle traverse les esprits, tous les homosexuel-les ont vécu des périodes de bien être affectif communautaire, le temps de quelques vacances qui les fait rêver de se retrouver un jour enfin déliés de toute contrainte sociale, d'exprimer au grand jour leurs désirs, leur plaisir. Nombre d'entre nous vivent en temps ordinaire l'essentiel de leurs loisirs dans des lieux homosexuels, avides de sortir des contraintes morales de la famille et du travail. Certains même travaillent dans des lieux homosexuels (média, restaurants, bar, boîtes), pour eux "la communauté homosexuelle" est leur vie, le milieu gay est la préfiguration de "la communauté homosexuelle".

L'HETEROSEXUALITE TRIOMPHANTE

Passées les années de tâtonnement "pédagogique" de la Grèce antique ou d'hésitation doctrinale du Moyen-Age, la société occidentale s'est structurée autour de la norme sexuelle définie par le désir hétérosexuel, par l'abstinence hors mariage et par le principe fondamental de la reproduction. La morale s'est construite, précisée, enrichie, philosophes et théologiens ont défini la norme, législateurs et juristes ont codifié les relations humaines, entrant peu à peu dans le détail des relations conjugales. Médecins et psychologues ont défini avec toute l'autorité que leur donnait la science les déviances, l'inversion et le danger social des relations "contre-nature".

Le pouvoir politique a à son tour mis tout son poids dans la balance pour sanctionner et bannir. Le couple hétérosexuel, la famille, le célibat assumé, le prêtre ont été les seuls statuts sociaux acceptés pendant des générations. Les contrevenants à cette règle étaient des asociaux, à moins qu'ils n'aient donné leur sang pour la patrie ou qu'ils ne soient partis aux colonies.

Au nom de la lutte des classes aussi, les aspirations communautaires ou individuelles ont été rabotées.

La règle majoritaire, en politique comme dans la vie privée, a pesé et pèse encore d'un poids considérable. Au nom de la majorité, la démocratie a pu maintenir sa règle de fer face à toutes les minorités, plus ou moins remuantes.

L'Eglise et les courants conservateurs veillent encore jalousement à la préservation de la norme séculaire.

COMMUNAUTARISME

Face à une société aveugle ou sourde à la montée de la revendication homosexuelle, certains font le choix de la lutte front contre front: construire le "front" homosexuel, forger sa conscience collective pour lui donner une âme et une capacité de "résistance". Il n'y a rien à négocier, nous avons des droits parce que nos droits ont été niés depuis trop longtemps, parce que nous payons des impôts, parce que nous existons tout simplement. Nous voulons tous nos droits, tout de suite.

Une société homosexuelle peut se construire, où militants et lobbys commerciaux ont des intérêts communs. Nous trouverons notre force dans cette alliance, comme la communauté noire a su s'imposer aux USA.

Pour les optimistes les droits "immanents" des homosexuels seraient enfin accessibles, pour les pessimistes une lutte radicale s'engagera pour longtemps.

Le radicalisme de la démarche conduit les uns à s'abstraire de toute "solidarisation" avec des causes qui ne sont pas celles des homosexuels, dans une repli communautaire toujours plus poussé, bienheureux ou désespéré.

DIALECTIQUE SOCIALE ET DROITS DES HOMOSEXUELS

20 ans de lutte pour les droits des homosexuels enseignent plusieurs choses. Il a fallu que la gauche arrive au pouvoir en 1981 pour que soit abolie la dernière grande discrimination concernant les homosexuels, celle concernant la majorité sexuelle. Il a fallu que la gauche revienne au pouvoir en 1997 pour que soit proposée la première construction du droit positif en faveur du couple homosexuel, à travers le PACS. Certes la droite a fait des choses - bien peu - pour les homosexuels avant 81, ou dans la lutte contre le SIDA, après 86. On peut toujours rêver qu'elle fasse mieux que le PACS, après... Mais les faits sont là, ils sont têtus.

Et pour réussir dans l'un et l'autre cas, il a fallu que les homosexuels agissent, avec énergie, auprès des forces politiques susceptibles de faire progresser la loi dans le domaine des droits et dans celui des mœurs.

A Marseille, malgré des désillusions incessantes, les avancées n'ont été possibles que par un travail continu auprès des associations, des syndicats, des partis politiques ou des institutions. En 1979, il a fallu toucher le maire de Marseille, Gaston Defferre, pour mettre en place l'Université d'Eté Homosexuelle, ou Edmonde Charles-Roux pour organiser un débat avec Dominique Fernandez qui venait de publier "l'Etoile Rose". Il a fallu compter avec le parti socialiste pour être présent à la "fête de la Rose" en tant que GLH de Marseille. Lors des défilés du 1er mai c'était parmi les syndicats et les mouvements "populaires" que se manifestait vaille que vaille une ouverture. C'est à Radio Soleil, une radio ouverte aux mouvements sociaux, que les premières émissions homosexuelles ont pu être réalisées. Les Universités d'Eté, le GLH a constamment interpellé - et reçu parfois réponse - la ville ou le département.

Le Collectif Gai et Lesbien Marseille Provence en 1993 a obtenu une première aide du Département des Bouches du Rhône. Il a dû négocier avec les autorités l'organisation de la 1ère Gay Pride marseillaise, comme l'a fait à sa suite l'association pour la Lesbian & Gay Pride. Et Marseille Arc en Ciel a dû batailler dur pour obtenir l'aide nécessaire aux travaux du bar associatif le Chaperon Rouge, comme à son tour, en 1998-99 l'association pour l'Université d'Eté Euroméditerranéenne des Homosexualités.

Peut-on raisonnablement penser que cette crédibilité a été acquise auprès des partenaires publiques, par le rapport de force, la menace ou la pitié ? Il ne s'est pas agi davantage d'un lobbying assidu, il n'y avait pas de lobby homosexuel. C'était plutôt par un travail militant acharné fait de courage individuel, de la part de certains qui n'ont pas eu froid aux yeux pour se présenter comme homosexuels auprès de autorités, et d'interpellation collective chaque fois que c'était nécessaire. Par leur participation aux différents combats pour les droits dans leurs syndicats, dans les associations de lutte contre le SIDA, dans les diverses associations de défense des droits de l'homme, dans les

partis politiques, dans les associations de lutte contre l'exclusion, pour leur quartier ou leur cadre de vie, les homosexuels ont su peu à peu susciter le respect.

La mobilisation qui s'est faite autour des homosexuels contre le SIDA était en partie le fruit de cette solidarité construite dans les militantismes. De la même façon la solidarité qui s'est exprimée à Marseille, dans les jours qui ont suivi la journée des dupes du 9 octobre 1998 sur le PACS, a été tout à fait surprenante. L'UDCGT, Ras le Front, la FSU et de nombreuses autres organisations, inexistantes jusque là au côté des homosexuels, ont manifesté un soutien immédiat et chaleureux. Que de chemin avait été fait dans la capacité des homosexuels à convaincre de la légitimité de leur combat. La présence de plusieurs associations de défense des droits lors de la Lesbian & Gay Pride marque aussi cette reconnaissance mûrie dans des bagarres communes et des soutiens réciproques. "Nous ne devons et ne devons nos libertés qu'à nous mêmes" déclarait la plate-forme du Collectif homosexuel inter-associatif créée en 1993 à Marseille, mais l'étendard ainsi brandi, ne clamait pas l'isolement ? Il voulait dire parlons plus fort et jetons des ponts auprès de tous ceux qui pourront nous entendre, nous atteindrons la société dans son ensemble si nous savons d'abord convaincre tout un réseau d'amis, d'associations, de partenaires ou encore d'interlocuteurs dans les diverses administrations. A terme, les politiques, les institutions nous prendraient en compte parce qu'une bonne partie de ceux qui les entourent auront contribué à dédramatiser ou à banaliser l'homosexualité, et les associations qui s'expriment en son nom.

La communauté réchauffe le coeur, le communautarisme enflamme l'imagination, mais les batailles quotidiennes pour les droits de tous - face aux racismes, face aux sexismes, face à la maladie, face aux exclusions, au dénis de droits - et pour une meilleure répartition des avantages sociaux, du droit à la vie et au bonheur, enracine bien plus solidement les droits que les homosexuels pourront à leur tour acquérir.

Les homosexuels n'acquerront par des droits au détriment des autres, mais en même temps que les autres en obtiendront.

Christian de Leusse
mai 1999